

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 11-14 octobre 2004

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 9 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2004/9-A/1
23 septembre 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉ PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2004 – RDP LAO 10306.0

Aide aux ménages en transition exposés à l'insécurité alimentaire

Nombre de bénéficiaires	366 700 (femmes: 176 100; hommes: 190 600)
Durée du projet	Trois ans (1er août 2004–31 juillet 2007)
Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	5 588 685
Coût des produits alimentaires pour le PAM	2 860 000

* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau Régional pour l'Asie (ODB): M. A. Banbury

Attaché de liaison principal, ODB: M. K. Sato Tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



1. Dans la République démocratique populaire (RDP) lao, l'agriculture de subsistance subvient aux besoins d'environ 80 pour cent de la population; 76 pour cent des terres cultivées sont consacrées à la production de riz. Pourtant dans 10 des 18 provinces et dans la moitié des 141 districts du pays, les quantités de cet aliment de base sont insuffisantes. Les populations des hautes terres estimées à 1,5 million sont composées pour l'essentiel de minorités ethniques qui sont parmi les groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire.
2. Le présent projet vise à renforcer les moyens de subsistance et à améliorer la sécurité alimentaire à long terme des populations vulnérables, principalement des communautés et des ménages des minorités ethniques en assurant la protection, le développement et la diversification de leurs moyens de production.
3. L'accent est mis sur les communautés qui passent de l'agriculture sur brûlis à des pratiques agricoles plus permanentes et de la production d'opium à d'autres cultures, ainsi que sur celles qui ne sont pas encore reliées au reste du pays par des routes rurales et par des marchés. Le projet s'appuie sur les bons résultats du projet de développement 5874.0, préparatoire aux opérations de développement s'appuyant sur l'aide alimentaire qui a commencé dans la RDP lao à la fin de 2000 et s'est terminé en juillet 2004.
4. Les objectifs et les résultats dans l'immédiat sont les suivants:
 - améliorer la sécurité alimentaire immédiate des ménages dans des villages choisis par la participation aux activités d'aide alimentaire;
 - améliorer la sécurité alimentaire à plus long terme des ménages par la protection, le développement et la diversification des moyens de subsistance et des stratégies de sécurité alimentaire;
 - diversifier les activités d'aide alimentaire en vue d'assurer la sécurité alimentaire des ménages durablement et dans le long terme; et
 - aider les communautés villageoises et les institutions gouvernementales à prendre en mains la gestion et la mise en œuvre des programmes de développement appuyés par des produits alimentaires.
5. La sécurité alimentaire immédiate des ménages est améliorée par la participation aux activités vivres-contre-travail (VCT) qui fournissent des rations pour la création de moyens de production. Il peut s'agir de rizières, d'étangs fournissant des poissons, de plantations d'arbres et de systèmes de micro-irrigation; des routes peuvent être construites pour améliorer l'accès aux marchés, ainsi qu'aux services de santé et aux établissements d'enseignement.
6. Le projet consacra 9 pour cent des ressources alimentaires à une composante innovations. Au nombre des innovations envisageables figurent: i) la formation entre fermiers; ii) la formation, des femmes notamment, aux techniques élémentaires; iii) l'aide aux familles d'opiomanes en cours de désintoxication; et iv) l'aide aux agricultures qui ont abandonné la culture du pavot et à ceux qui passent à des cultures différentes.
7. La méthode ayant fait ses preuves, la planification et la mise en œuvre des activités continueront d'être assurées en liaison avec les organisations internationales associées au projet. Des partenaires supplémentaires seront recherchés, parmi lesquels des institutions nationales comme le Front lao pour la construction nationale et l'Union des femmes lao, étant donné qu'il n'y a pas d'organisation non gouvernementale nationale.



8. Pour la première fois, le gouvernement aura la maîtrise du projet et assurera la gestion des opérations qui seront coordonnées par des comités d'aide alimentaire au niveau central, provincial et à celui des districts. Le PAM aidera les districts à prendre progressivement en charge la mise en œuvre directe des VCT, d'abord dans un district de chacune des trois provinces puis progressivement dans trois districts de trois provinces.
9. Le projet s'inscrit dans le cadre du Programme national d'éradication de la pauvreté (PNEP),¹ dans lequel le gouvernement a identifié 42 districts prioritaires qui coïncident pour l'essentiel avec les districts identifiés par l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM. Le PNEP est conforme aux priorités de la lutte contre la pauvreté du gouvernement, qui prévoient notamment d'assurer la sécurité alimentaire permanente.
10. Le projet prévoit d'aider 366 700 bénéficiaires. Un nombre de personnes estimé à 84 200 — 31 200 femmes et 53 000 hommes— participeront aux activités du PAM. Le coût pour le PAM se montera à 5,6 millions de dollars E.-U.

¹ Préparé à la place d'un document stratégique de lutte contre la pauvreté.

